

1 octobre 2012

## MALI

# Au moins 118,000 personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays après la prise du Nord

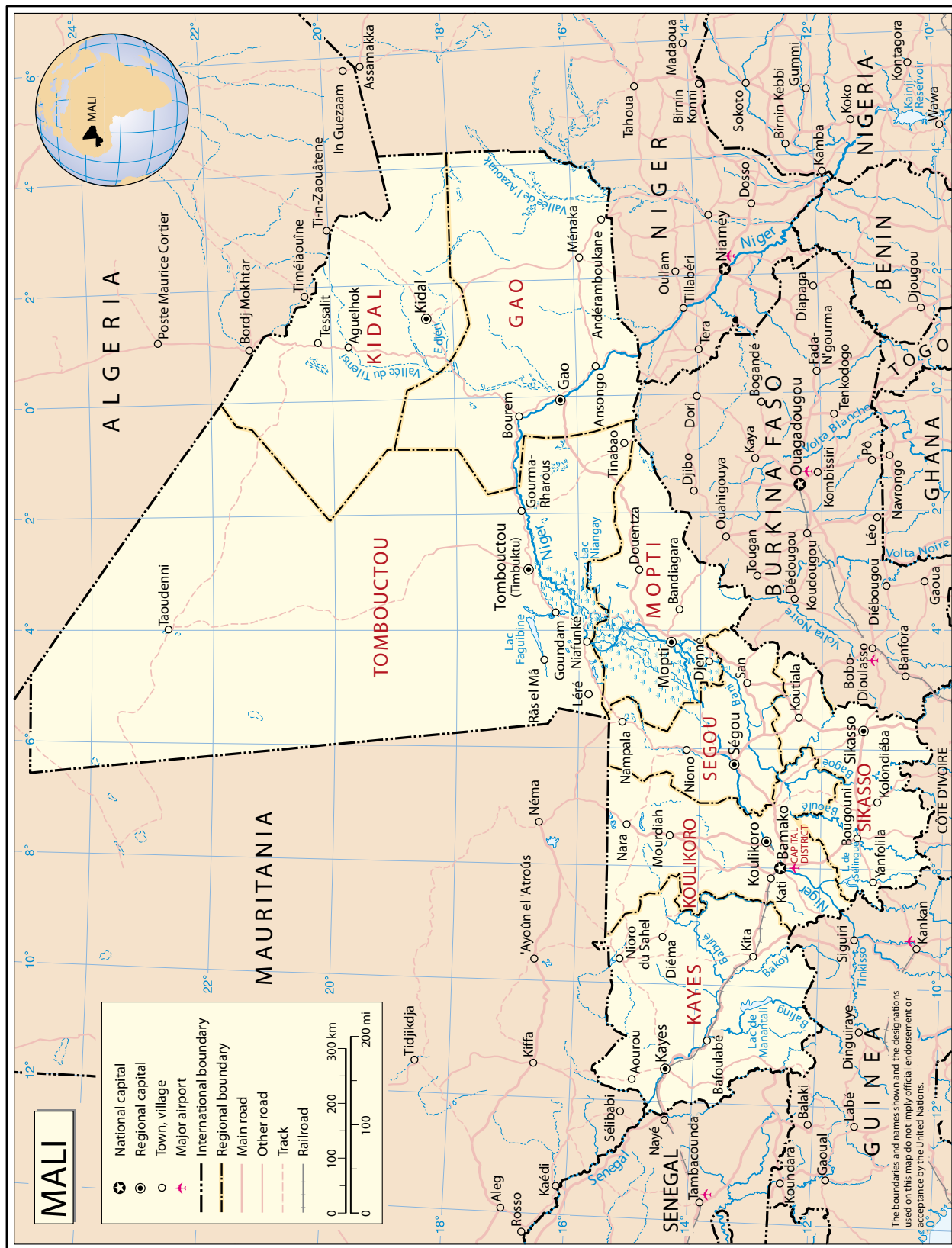
Qui aurait pu prédire qu'en moins d'une année, au Mali, longtemps considéré comme un modèle de démocratie en Afrique de l'Ouest, les deux-tiers du territoire seraient occupés par des militants islamistes et un dixième de la population du Nord serait déplacé. Depuis janvier 2012, environ 393 000 personnes ont été forcées de quitter leurs foyers en raison de l'instabilité et de l'insécurité liées aux affrontements entre les forces gouvernementales et les séparatistes touaregs, à la prolifération des groupes armés dans le Nord du Mali, à un coup d'État militaire et à une crise alimentaire affectant l'ensemble du Sahel. On estime qu'environ 118 800 personnes sont déplacées à l'intérieur de leur propre pays.



*Des Maliens originaires de Gao qui ont fui le conflit dans le Nord attendent pour prendre le bus à Bamako pour rentrer à Gao, septembre 2012. REUTERS/Adama Diarra*

Quelques 35 300 personnes déplacées (PDI) sont dispersées dans les trois vastes régions du Nord du Mali. Elles vivent principalement en ville dans des familles d'accueil ou à l'extérieur dans des abris de fortune. La plupart des 83 400 personnes déplacées qui ont trouvé refuge dans le Sud sont hébergées par des familles d'accueil. Les PDI et les familles d'accueil font face à de graves pénuries alimentaires et à des difficultés d'accès aux soins de santé et aux services et autres fournitures de première nécessité. De nombreuses personnes déplacées ont perdu leurs moyens de subsistance et l'éducation des enfants est gravement compromise.

Le nouveau gouvernement d'union nationale, en exercice depuis août 2012 après une instabilité prolongée, a pris des mesures pour répondre aux besoins de santé, de nutrition et d'éducation, mais de sérieuses inquiétudes demeurent pour la grande majorité des PDI qui n'ont toujours pas accès aux services essentiels. Les services de l'État ne sont plus opérationnels dans les régions touchées par le conflit et les fonctionnaires sont partis, limitant la capacité de réponse aux besoins des plus vulnérables. En raison de l'insécurité généralisée, de l'absence d'accès de la majorité des organisations humanitaire et d'un financement trop insuffisant, les besoins urgents des PDI sont loin d'être satisfaits.



Department of Peacekeeping Operations  
Cartographic Section

**Source:** UN Cartographic Section (d'autres villes ajoutées par IDMC)  
**D'autres cartes sont disponibles à l'adresse** [www.internal-displacement.org/countries/mali/maps](http://www.internal-displacement.org/countries/mali/maps)

## Contexte

Considéré comme un modèle de démocratie en Afrique de l'Ouest il y a moins d'un an, le Mali a plongé dans une série de crises politiques, sécuritaires et humanitaires en l'espace de seulement quelques mois. Depuis janvier 2012 et le début d'une nouvelle rébellion touareg, la quatrième depuis 1960, près des deux-tiers du territoire du Mali (trois des huit régions soit une population d'environ 1,3 million de personnes) a été envahi par les séparatistes touaregs et les militants islamistes et le gouvernement a été renversé par un coup d'État militaire.

Les Touaregs sont peuple berbère ayant un mode de vie traditionnellement pastoral présents dans les zones sahariennes de l'Afrique de l'Ouest. Bien qu'ils aient occupé des postes clés au sein des administrations nationales, leurs dirigeants (au Mali et ailleurs) se sont souvent plaints d'être marginalisés par les gouvernements nationaux. Ces dernières années, la faible présence de l'armée malienne dans le vaste désert du Nord a permis au banditisme armé et au trafic de drogue de proliférer, y compris par Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI). AQMI a réussi à établir plusieurs bases au Mali ainsi que dans l'ensemble du Sahel ([The Jamestown Foundation](#), 28 octobre 2010).

La chute du régime de Kadhafi en Libye en 2011 a provoqué le retour de combattants touaregs fortement armés, rentrés au Mali au début de l'année 2012 avec pour objectif la création d'une région autonome. Ils ont rapidement pris possession de plusieurs villes, provoquant le déplacement de milliers de personnes, avec le soutien de groupes islamistes réputés être étroitement liés à AQMI. À la fin du mois de mars, une mutinerie de soldats maliens, mécontents de la façon dont le gouvernement gérait la rébellion, ont forcé le Président malien Amadou Toumani Touré à démissionner. Profitant du vide sécuritaire et politique qui s'en est suivi, les groupes salafistes ont écarté les Touaregs, prenant le contrôle des trois régions

du Nord. Ils ont imposé une ligne d'interprétation très autoritaire de la charia et provoqué l'indignation internationale en profanant des mosquées historiques et des tombes sacrées pour les Soufis. À la mi-avril, la junte militaire a cédé le pouvoir à un gouvernement civil intérimaire, qui, à son tour, a formé un nouveau gouvernement d'union nationale au mois d'août.

La situation politique et sécuritaire du Mali intervient dans le contexte d'une crise alimentaire de grande ampleur qui affecte des millions de personnes à travers le Sahel. Le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires estime que 4,6 millions de Maliens (sur quelque 15 millions de personnes) sont touchés par la crise, et qu'environ 175 000 enfants sont menacés par la malnutrition sévère aiguë ([OCHA](#), 29 août 2012). La faim est exacerbée par l'insécurité persistante qui a provoqué la flambée des prix et à la suspension des livraisons habituelles de nourriture dans les zones du Nord contrôlées par les islamistes.

## Causes de déplacement

Des déplacements internes ont eu lieu au Mali de façon intermittente, pendant les périodes de grande sécheresse et les conflits politiques, notamment les rébellions touarègues précédentes. Avant l'indépendance du Mali en 1960, les Touaregs ont commencé à revendiquer une plus grande autonomie, la reconnaissance de leur langue et de leur culture et des opportunités de développement économique ([Minority Rights Group](#), 2007). Ils ont mené une série de rébellions contre le gouvernement Malien en 1962-1963, entre 1990 et 1996 puis entre 2007 et 2009.

### *2012 : Rébellion touareg et coup d'État*

Le 17 janvier 2012, les rebelles touaregs du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA), un groupe séparatiste formé en octobre 2011 renforcé par un afflux de combattants en

provenance de Libye, ont lancé une offensive contre l'armée malienne pour obtenir l'indépendance du Nord ([The Daily Telegraph](#), 19 janvier 2012). Les combats ont touché tout le Nord du Mali, dont les villes de Ménaka, Tessalit, Aguelhok, Tinzaouaten, Léré et Niafunké. En trois semaines, au moins 30 000 personnes ont été déplacées au Mali ([CICR](#), 8 février 2012). Les civils ont principalement fui les affrontements entre les forces gouvernementales et les combattants touaregs ainsi que la violence et les représailles de l'armée ([HCR](#), 23 février 2012). À la mi-mars, environ 93 433 personnes étaient déplacées à l'intérieur des frontières du Mali et environ 99 000 personnes avaient cherché refuge dans les pays voisins, principalement en Algérie, au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger ([OCHA](#), 15 Mars 2012). La plupart a indiqué que leur fuite avait été motivée par la violence des groupes armés, la peur de la charia et des pénuries de nourriture.

Le 22 mars, des soldats mécontents de l'armée malienne rassemblés dans le Comité National pour le redressement de la Démocratie et la Restauration de l'État (CNDRE) ont perpétré un coup d'État à Bamako et renversé le Président Amadou Toumani Touré, qui avait déjà annoncé qu'il quitterait le pouvoir après les élections présidentielles du 29 avril. Le CNDRE, dirigé par le capitaine Amadou Sanogo, a justifié le coup d'État par la mauvaise gestion gouvernementale de la rébellion du Nord et l'incapacité à contrer le MNLA ([BBC](#), 22 mars 2012). Sous la pression de la communauté internationale, notamment de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le CNDRE a cédé le pouvoir à contrecœur à un gouvernement civil intérimaire.

*Prise de contrôle du Nord par les militants islamistes*  
Profitant du vide politique provoqué par le coup d'État à Bamako, les rebelles touaregs ont pris possession des villes de Kidal, Gao et Tombouctou en seulement trois jours entre le 30 mars et 1er avril, contraignant l'armée malienne à battre en retraite ([Reuters](#), 1er avril 2012). Le MNLA était soutenu par un groupe islamiste très fortement

armé, Ansar Dine, une milice aux liens supposés avec AQMI. Des membres du groupe islamiste nigérian Boko Haram ont été vus à Gao aux côtés de combattants du MNLA ([Vanguard](#), 9 avril 2012). Le 6 avril, le MNLA a proclamé l'indépendance de l'« Azawad », une zone représentant environ 60 pour cent du territoire malien ([MNLA](#)). Cette déclaration a été immédiatement condamnée par l'Union africaine et l'Union européenne.

Cela n'a eu aucun impact sur le terrain. Dans le courant du mois d'avril, Ansar Dine a rapidement mis à l'écart le MNLA, en prenant le contrôle de plusieurs villes du Nord et en imposant la loi islamique. La différence d'objectifs entre les deux groupes (le MNLA cherche à constituer un État de l'Azawad indépendant tandis qu'Ansar Dine aspire à islamiser le Mali) a conduit à l'abandon d'un projet de fusion. D'autres déplacements ont été provoqués par les affrontements armés qui ont eu lieu à Gao le 27 juin entre les combattants du MNLA et ceux du Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), une émanation d'AQMI aspirant à islamiser l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Le MNLA a perdu le contrôle de Gao, sa capitale de transition, et a retiré ses combattants de la périphérie de Tombouctou, Kidal et Ménaka ([Jeune Afrique](#), 4 juillet 2012). Le 12 juillet, le MNLA avait été entièrement expulsé du Nord du Mali, abandonnant par la suite ses revendications d'indépendance et laissant le contrôle absolu de la région entre les mains des islamistes ([LeMonde.fr](#), 12 juillet 2012).

En parallèle, un nouveau gouvernement d'union nationale dirigé par le Président Dioncounda Traoré et le Premier ministre Cheick Modibo Diarra a été mis en place au mois d'août avec pour priorité de reprendre le Nord. Cependant, début septembre, le MUJAO avait étendu sa domination en prenant le contrôle de Douentza, une commune bordant le territoire contrôlé par le gouvernement dans la région de Mopti au Sud du Mali ([AFP](#), 1 septembre 2012). Cette avancée vers le Sud a exposé des milliers de personnes déjà

déplacées au risque d'un déplacement secondaire vers de nouveaux lieux de refuge situés encore plus au Sud du pays.

#### *Insécurité alimentaire*

La crise au Mali intervient dans un contexte de forte sécheresse, d'inondations et de crise alimentaire. Plus de 16 millions d'habitants du Sahel sont exposés au risque de malnutrition ([FAO](#), 8 août 2012). En juin 2012, on estimait que 1,76 millions de personnes dans les régions de Gao, Tombouctou, Kidal et Mopti étaient en situation de crise alimentaire ([OCHA](#), 19 juin 2012). L'année 2012 a été caractérisée par une sécheresse chronique et une insécurité qui ont perturbé les couloirs de transhumance et les systèmes traditionnels de distribution alimentaire. Le prix du bétail a diminué de moitié tandis qu'à la fin du mois d'avril le prix des céréales avait augmenté de 50 pour cent par rapport au mois précédent ([FEWS NET](#), 10 mai 2012). Des entretiens réalisés par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) auprès de PDI à Bamako ont montré qu'après le conflit armé, la crise alimentaire était la deuxième cause du déplacement (OIM, juillet 2012).

Bien que l'accès au crédit, aux semences et aux engrais reste limité, certaines personnes déplacées sont rentrées chez elles avec l'arrivée de la saison des pluies, incitées par une de meilleures conditions de production agricole et de pâturage du bétail dans certaines régions, ainsi que par des conditions de vie difficiles dans les zones de déplacement ([FEWS NET](#), 23 août 2012). Le revenu des ménages du Nord du Mali reste affecté par le conflit : le prix des céréales sur le marché local est supérieur à celui de la moyenne quinquennale. Les ménages ruraux pour qui l'accès au marché est particulièrement difficile sont dans le besoin ([FEWS NET](#) le 23 août 2012). Les fortes pluies qui sont tombées mi-août ont détruit des centaines de maisons et d'hectares de cultures et provoqué le déplacement de milliers de personnes à Sikasso, la région la plus au Sud du Mali ([L'Essor](#), 22 août 2012) et à Ségou ([L'Essor](#), 14 août 2012).

## **Types de déplacement et chiffres relatifs aux personnes déplacées**

Au 18 septembre, 118 795 personnes étaient déplacées dans l'ensemble du Mali, dont environ 35 300 dans le Nord ([OCHA](#), 26 Septembre 2012). En outre, 274 636 personnes ont fui vers les pays voisins, principalement en Algérie, au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger. La Commission sur les mouvements de population, mise en place le 14 juin pour centraliser et coordonner l'information sur les mouvements de population, fournit les estimations du nombre de personnes déplacées. La Commission est dirigée par l'OIM et regroupe le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), le Programme alimentaire mondial (PAM), OCHA, Catholic Relief Services (CRS), Handicap international (HI), l'Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement (ACTED), la Direction générale de la protection qui fait partie du Ministère de la sécurité intérieure et de la protection civile et le Ministère de l'Action Humanitaire, de la Solidarité et des Personnes Agées ([OCHA](#), 20 juin 2012; correspondance par courriel avec l'OIM, septembre 2012).

Plus des trois quarts des personnes déplacées seraient des femmes et des enfants. Tous les groupes socio-économiques de la population du Nord sont touchés par le déplacement, y compris les éleveurs nomades, les travailleurs de la santé et les fonctionnaires. La fuite du personnel enseignant a été considérable : une enquête réalisée avant le coup d'État du 22 mars indiquait que plus de 85 pour cent des enseignants avaient déjà été déplacés ([OCHA](#), 15 juin 2012).

#### *Obstacles aux évaluations de la situation des personnes déplacées internes*

Pendant les sept premiers mois du conflit, l'insécurité généralisée, le refus de la plupart des groupes islamistes de permettre l'accès aux organisations humanitaires internationales et l'immensité de la région ont empêché le déroulement d'exercices complets de profilage des

Mali: Au moins 118,000 personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays après la prise du Nord

PDIs dans le Nord. En conséquence, des lacunes existent dans la connaissance et l'évaluation de leurs besoins. Les évaluations du nombre et de l'emplacement des PDIs dans le Sud se sont révélées moins difficiles et, au printemps, les organisations de l'ONU appartenant au secteur de la protection ont pu procéder à des entretiens et enregistrements ([OCHA](#), 27 juin 2010). Il faut cependant noter que certaines personnes déplacées n'ont pas eu le temps ou la volonté de s'enregistrer au cours des premiers exercices de profilage effectués dans le Sud. Ceci limite l'exactitude des évaluations initiales des besoins et souligne la nécessité d'un suivi plus systématique et à grande échelle ([ACTED/Welthungerhilfe](#), 4 juin 2012).

Fin juin, l'OIM a entrepris un suivi des mouvements des PDIs (*tracking exercises*) dans l'ensemble le Mali. Les six communes de Bamako ont d'abord été évaluées en juin, puis les trois régions du Nord, Kidal, Gao et Tombouctou, ainsi que la zone tampon à Mopti. Un système de suivi et de surveillance a été mis en place par l'OIM, en tant que responsable du groupe sectoriel sur la protection, afin d'harmoniser la collecte de données précises et actualisées sur les déplacements internes au Mali (correspondance par courriel avec l'OIM, Septembre 2012). Le service conjoint de profilage des personnes déplacées (JIPS) a entrepris d'aider le groupe sectoriel de la protection de l'ONU dans ses activités de profilage au Mali ([Cluster protection](#), 23 août 2012).

#### *Lieux d'origine des personnes déplacées et lieux d'établissement*

Selon les dernières informations disponibles sur les lieux d'origine et les lieux d'établissement des PDIs, celles-ci proviennent essentiellement de Tombouctou et de Gao et, dans une moindre mesure, de Kidal et Mopti. Malgré d'importantes difficultés pour déterminer le lieu exact des déplacements, on sait que près de 40 000 personnes déplacées se sont installées à Mopti et plus de 12 000 personnes à Bamako. Les autres grandes régions qui accueillent des déplacés sont Ségou,

où plus de 16 000 personnes se sont installées, et Sikasso, tandis que plusieurs centaines de PDIs ont trouvé refuge dans la région de Kayes à l'Ouest du Mali (correspondance par courriel avec l'OIM, Septembre 2012).

Selon le HCR, 90 pour cent des personnes déplacées dans le Sud sont hébergées par des familles d'accueil dans les zones urbaines, huit pour cent ont pu obtenir leur propre logement et deux pour cent se sont installées sur le domaine public ([HCR](#), 20 juillet 2012). À Bamako, le 20 juillet, 69 pour cent des personnes déplacées enregistrées vivaient dans des familles d'accueil et 10 pour cent vivaient dans les sites d'accueil. Les 21 pour cent restants devaient encore être examinés. 52 pour cent des personnes déplacées à Bamako étaient des femmes ([OIM](#), 20 juillet 2012). Parce qu'elles partagent le peu dont elles disposent, les familles d'accueil ont du mal à faire face à la présence et aux besoins des PDIs et sont de plus en plus vulnérables elles-mêmes ([OCHA](#), 11 septembre 2012).

#### *Peu de mouvements de retour*

Bien que leur ampleur reste inconnue, des mouvements de retour ont été observés dans et autour de Kidal où il semble que certaines personnes déplacées soit rentrées temporairement pour évaluer la situation dans leur région d'origine ([OCHA](#), 15 juin 2012). Selon les ONG, certains hommes reviennent vers le Nord pour profiter de la saison des pluies et reprendre leurs activités agricoles dans la mesure du possible. Cependant, cette tendance est principalement associée à la migration saisonnière et n'implique pas que les conditions pour un retour sûr et durable soient remplies. S'il semble que certaines personnes déplacées soient rentrées et s'accommodent de la présence de groupes armés, on pense que plus de personnes encore sont rentrées dans le Nord dans l'intention de réunir d'autres membres de la famille et de les emmener dans le Sud (correspondance par courriel avec NCA, Septembre 2012).

## Besoins de protection et d'assistance des personnes déplacées

### *Menaces contre l'intégrité physique*

L'accès humanitaire reste difficile, mais les informations disponibles indiquent que la sécurité des PDI reste fortement compromise en raison de violations des droits de l'homme perpétrées par les forces armées et les groupes armés présents dans le Nord.

De nombreuses violations sont signalées, dont des enlèvements, des viols, des flagellations publiques, des détentions et exécutions arbitraires et des extorsions aux postes de contrôle. Les groupes armés ont pillé maisons, hôpitaux, écoles, organisations non-gouvernementales et bâtiments gouvernementaux (HRW, 30 avril 2012; AI, mai 2012). À la fin du mois de juin, la reprise des combats entre groupes islamistes et le MNLA à Gao a fait 35 morts. Les habitants de Gao sont exposés à des mines terrestres posées par le MUJAO qui ont fait plusieurs victimes dont des enfants (OCHA, 11 juillet 2012).

L'imposition d'une interprétation stricte de la loi islamique par Ansar Dine et le MUJAO à Tombouctou, Kidal, Gao et Douentza a créé un climat général de peur parmi la population. Amnesty International a fait état de menaces proférées par des groupes armés contre les personnes n'étant pas touareg ou les chrétiens ; des interventions à la radio leur ont ordonné de partir et des lieux de culte chrétiens ont été pillés. Une personne déplacée appartenant à l'ethnie Bambara, l'une des plus importantes au Mali, a rappelé que lorsque le MNLA est arrivé, ses membres ont fait savoir que les Bambara devaient quitter l'Azawad (Amnesty International, mai 2012). Lorsque les enfants ont été forcés de quitter l'école publique pour se consacrer à l'étude du Coran, certains parents ont décidé de fuir ou d'envoyer leurs enfants dans le Sud afin qu'ils puissent poursuivre leurs études (IRIN, 22 juin 2012).

De graves châtiments corporels sont régulièrement infligés à ceux qui violent les préceptes islamistes. Les femmes doivent se couvrir et il est interdit de fumer et de boire. En juillet, environ 90 personnes ont été arrêtées et frappées après une manifestation d'habitants de Goudam, qui ont affirmé que leurs seules options étaient de se conformer aux règles ou de fuir (VOA News, 13 et 16 juillet 2012). À la fin du mois de juillet, un couple non marié a été lapidé à mort à Aguelhok (BBC, 30 juillet 2012), événement suivi par l'amputation de la main d'un homme après avoir été accusé d'avoir volé du bétail (Reuters, 9 août 2012). Début septembre à Gao, cinq hommes accusés par les islamistes d'avoir attaqué un bus faisant le trajet Gao-Niamey ont été amputés d'une main et d'un pied (AFP, 11 septembre 2012). Plus tard dans le mois, un autre voleur présumé de Tombouctou a subi un sort similaire (RFI, 17 septembre 2012).

Plus récemment, des personnes déplacées au Nord du Mali ont fait état de leur peur de servir de boucliers humains si une intervention militaire devait avoir lieu ; elles craignent également l'assimilation à des groupes armés qui pourrait engendrer des représailles de la part d'autres groupes armés (correspondance par courriel avec MdM, septembre 2012).

### *Violence sexuelle et fondée sur le genre*

Malgré les difficultés dans la collecte des données, plusieurs organisations humanitaires opérant au Mali indiquent que les viols et autres formes de violence fondée sur le genre sont l'une des menaces principales subies par les PDI. Depuis le début de la crise, plusieurs rapports indiquent que des femmes et des jeunes filles ont été enlevées par des groupes armés, retenues pendant plusieurs jours et rendues à leurs familles après avoir été violées, y compris lors de viols collectifs, ou battues (HRW, 30 avril 2012). Certains parents ont décidé de quitter le Nord du Mali de peur que leurs filles subissent le même sort (France Info, le 9 août 2012). A cause de la ligne extrêmement dure de la charia imposée par les groupes armés, la

Mali: Au moins 118,000 personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays après la prise du Nord

liberté de mouvement des femmes est restreinte, elles ont l'obligation de porter le hijab, et certaines auraient été forcées de se marier avec des militants islamistes (correspondance par courriel avec NCA, septembre 2012).

L'UNICEF a signalé 634 cas de violence sexuelle et fondée sur le genre dans le Sud du Mali, dont 407 impliquant des enfants. La dimension réelle du problème est largement sous-estimée car ces chiffres ne reflètent la situation que dans deux districts seulement. Moins de 90 victimes ont reçu une aide psychologique et seulement 36 ont reçu une assistance médicale (UNICEF, 28 août 2012).

#### *Familles séparées par la violence*

L'UNICEF a identifié 1 263 enfants séparés de leurs parents au Mali (UNICEF, 27 juillet 2012). Les enfants vivant dans le Nord qui ne sont plus sous la surveillance de leurs parents ou d'un adulte sont particulièrement vulnérables à l'enrôlement forcé et à l'exploitation sexuelle (Cluster protection, 29 juin 2012). Depuis le début de la rébellion, plusieurs rapports indiquent que les groupes armés recrutent de force des adolescents du Nord. Selon l'UNICEF, début juillet 2012, au moins 175 enfants avaient été recrutés, un chiffre considéré comme sous-estimé par les associations maliennes opérant dans le Nord (Cluster éducation, août 2012). Certaines personnes déplacées ont indiqué que dans la précipitation du départ, elles n'avaient pas été en mesure d'emmener les personnes âgées avec elles (HRW, 30 avril 2012; AI, mai 2012). Dans le Sud, la moitié des familles déplacées déclarent être séparées d'autres membres de leur famille (HCR, 4 juillet 2012).

#### *Insécurité alimentaire*

L'agitation politique dans le Nord du Mali a commencé dans un contexte de grave insécurité alimentaire et de sécheresse. Les personnes les plus touchées sont les PDI pauvres et très pauvres vivant dans les zones pastorales nomades qui sont habituées à acheter 45 à 65 pour cent de leurs ressources alimentaires lors des marchés

annuels. Les marchés ont été fortement perturbés par les conflits, le vol, l'insécurité des transports, la perturbation des livraisons alimentaires habituelles du Sud vers le Nord et l'atteinte de sommets dans le prix des céréales. Fin mai, l'UNICEF estimait que 175 000 enfants de moins de cinq ans risquaient d'être en état de malnutrition aiguë sévère (UNICEF, 25 mai 2012). Dans les endroits où la situation est particulièrement difficile, des PDI ont commencé à cueillir des feuilles d'arbres pour se nourrir (CICR, 25 mai 2012). Les familles d'accueil ont aussi de grandes difficultés à assurer leurs besoins vitaux et de leurs possibilités d'aide sont épuisées (CICR, 16 août 2012).

Les banques seraient fermées à Mopti et Ségou, laissant les PDI sans accès aux liquidités et au crédit et augmentant leur incapacité à acheter des aliments (FEWS NET, 10 mai 2012). Début juin, des alertes d'essaims de criquets pèlerins se déplaçant vers le Sud du Mali ont fait craindre une nouvelle aggravation de l'insécurité alimentaire (FAO, 5 Juin 2012). La surveillance acridienne est compromise par l'insécurité. Les criquets pèlerins ont été identifiés dans la zone de l'Adrar des Ifoghas au Nord et à Timetrine et Tamesna (FEWS NET, le 26 août 2012).

#### *Accès limité aux moyens de subsistance et aux besoins fondamentaux*

Ayant abandonné leurs moyens de subsistance dans leur quête de sécurité, les personnes déplacées qui ont trouvé refuge dans le Sud ont du mal à joindre les deux bouts (FEWS Net, 10 mai 2012). Les zones accueillant de nombreuses personnes déplacées, comme la région de Mopti, sont elles-mêmes touchées par la pénurie alimentaire sévère et par la pauvreté et la malnutrition urbaine est en hausse (IRIN, 8 août 2012). Selon une évaluation menée en mai par ACTED et Welthungerhilfe dans deux des six communes de Bamako, la plupart des PDI ont indiqué qu'avant de partir elles exerçaient la profession de commerçants, fonctionnaires, agriculteurs, enseignants ou employés dans le secteur privé. Ces groupes qui ont fui le Nord du pays ont perdu

leurs moyens de subsistance ; les agriculteurs et les éleveurs ne pourront pas poursuivre leurs activités dans les zones urbaines.

La plupart des déplacés sont hébergés par des proches et des familles d'accueil qui, bien qu'ayant conservé leur emploi, doivent désormais s'occuper de foyers beaucoup plus nombreux. Dans la Commune V de Bamako, plus de 71 pour cent des personnes déplacées et des familles d'accueil ont déclaré qu'elles n'étaient pas en mesure de répondre à leurs besoins fondamentaux ; seulement 3,7 pour cent ont signalé l'existence de difficultés avant la crise. À Kalaban Coro dans la périphérie de Bamako, 65,8 pour cent des personnes déplacées et des familles d'accueil ont déclaré être incapables de répondre à leurs besoins fondamentaux, contre seulement 0,62 pour cent avant le déplacement. Dans les deux sites, l'emploi a été cité comme l'un des besoins les plus importants, suivi par la nourriture et des articles ménagers essentiels ([ACTED/Welthungerhilfe](#), juin 2012).

Les bergers déplacés sont également affectés par les conflits et l'insécurité alimentaire. Les couloirs de transhumance traditionnels sont bloqués et il est plus difficile que jamais d'accéder en toute sécurité à des pâturages devenus rares. Le prix du fourrage est élevé et le prix du bétail trop faible pour que les ventes soient rentables. En raison de la pénurie de nourriture et d'eau, l'état de santé des animaux est faible : dans le Nord, on estime que 30 pour cent du bétail n'a pas survécu. **Les bergers déplacés ont indiqué que le MNLA et Ansar Dine se sont emparés de leurs animaux les plus sains et ont tué les éleveurs qui ont résisté.** Les éleveurs confinés à la région de Mopti par crainte de retourner dans le Nord sont exposés à des risques croissants de la part d'autres bergers ou cultivateurs qui les accusent de s'être appropriés leurs terres ([IRIN](#), 3 août 2012). Malgré la situation précaire, la fin de la période de soudure dans les zones pastorales devrait apporter davantage de pluies et permettre la production de fourrage ([FEWS NET](#), 1 août 2012).

#### *Accès bloqué aux soins de santé*

Le conflit a gravement entravé l'accès des personnes déplacées aux soins de santé dans une période de risques élevés de choléra, de rougeole, de poliomyélite et de méningite. Au plus fort de la crise, de nombreux centres de santé ont été pillés et le personnel a été déplacé. À la mi-juin, OCHA estimait que 1,3 million de personnes n'avaient pas accès aux soins de santé dans les régions de Kidal, Gao et Tombouctou et que 94 pour cent des établissements de santé étaient en dysfonctionnement ou fermés, bien que certains aient commencé à rouvrir dans le courant du mois de juin (OCHA, [13](#) et [20](#) juin 2012). L'Organisation mondiale de la santé estime qu'à la fin juin, 82 pour cent du personnel de santé qualifié avait quitté Tombouctou, 81 pour cent avait quitté Kidal, de même pour 75 pour cent à Gao et 73 pour cent à Mopti. Les vaccinations ont toujours lieu dans le district de Diré à Tombouctou ([UNICEF](#), 27 juillet 2012), mais les campagnes de vaccination dans le Nord ont été gravement interrompues à cause du manque d'accès et de l'insécurité. La capacité de surveillance épidémiologique a été gravement atteinte ([OMS](#), 2 juillet 2012).

Le manque d'accès à de l'eau potable aggrave les risques sanitaires et accentue les vulnérabilités. Début juillet, des cas de choléra ont été signalés à Wabaria, près de Gao ([CICR](#), 5 juillet 2012). Au 11 septembre, 170 cas de choléra dont 13 décès ont été signalés, affectant principalement les districts de Gao et d'Ansango ([OCHA](#), 11 septembre 2012).

Début juin, dans les régions du Sud du Mali où de nombreuses personnes déplacées ont trouvé refuge, comme Mopti et Ségou, le système de santé a commencé à être surchargé ([OCHA](#), 13 juin 2012). Une enquête sur les personnes déplacées menée dans le district de Bamako a révélé que les soins de santé n'étaient pas considérés comme l'une des priorités principales des personnes déplacées, autant que la nourriture, les articles ménagers essentiels et l'accès à l'éducation et à l'emploi ([ACTED/Welthungerhilfe](#), 4 juin 2012).

Mali: Au moins 118,000 personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays après la prise du Nord

### Education

L'éducation d'environ 300 000 enfants dans le Nord du Mali est compromise ([UNICEF](#), 6 juillet 2012). Selon le groupe sectoriel (cluster) éducation de l'ONU, 80 pour cent du personnel enseignant a été déplacé et la plupart des écoles ont été pillées ou brûlées. L'enseignement a été suspendu dans les trois régions du Nord en raison de l'insécurité liée au conflit ([Cluster éducation](#), 11 juillet 2012). Parmi les 300 000 enfants inscrits à l'école, 240 000 sont toujours dans le Nord mais leur accès à l'éducation de base est bloqué (correspondance par courriel avec le Cluster éducation, septembre 2012). En plus d'avoir quitté l'école sans terminer l'année scolaire, les enfants touchés par la crise sont plus exposés aux risques de violence, d'exploitation, de recrutement par des groupes armés et de séparation d'avec leur famille ([Save the Children](#), août 2012).

Une évaluation conjointe menée par le ministère de l'éducation avec l'appui de l'UNICEF et Save the Children a identifié 6 895 enfants déplacés dans les écoles du Sud du Mali, ainsi que 1 312 enseignants déplacés. L'enquête a révélé que **27 pour cent des enfants déplacés ne s'étaient pas inscrits à l'école dans leur lieu de déplacement** : les principales raisons invoquées sont le coût du matériel scolaire et du transport, la détresse générale des familles déplacées et l'absence d'information du gouvernement sur l'inscription des enfants déplacés. **Certains des enfants déplacés qui ont pu s'inscrire ont indiqué avoir été l'objet de discrimination en tant qu'enfants originaires de l'Azawad** ([Cluster éducation](#), juin 2012). Il y a peu de cantines scolaires qui fonctionnent bien que la provision de nourriture à l'école incite fortement les familles et les enfants à s'y inscrire et à y rester ([Cluster éducation](#), 13 août 2012).

Au début de l'année scolaire 2012-2013, au moins une centaine d'écoles ont été inondées à Kayes, Ségou, Mopti et Bamako, limitant encore la capacité des enfants déplacés dans le Sud du Mali à accéder aux cours de rattrapage et à commencer

la nouvelle année scolaire dans leur région de déplacement ([OCHA](#), 11 septembre 2012).

## Réponse nationale et internationale

### Réponse nationale

Le nouveau gouvernement d'union nationale du Mali, formé le 20 août 2012, a pour missions principales la reprise du contrôle des régions touchées par le conflit au Nord et l'organisation d'élections présidentielles. Le Mali a signé la *Convention sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique de l'Union africaine* le 23 novembre 2009, mais ne l'a pas ratifiée. Il n'a pas adopté de politique nationale pour la protection des PDI et n'a pas désigné de point focal national.

Le Ministère de l'action humanitaire, de la solidarité et des personnes âgées (MAHSAP) a été mis en place par le gouvernement intérimaire le 24 avril 2012. Il est chargé de la mise en place et de la coordination des actions pour les personnes affectées par le conflit et la crise alimentaire.

En juillet, le gouvernement intérimaire a établi un plan pour la transition politique en mettant l'accent sur l'action humanitaire, la solidarité, la lutte contre la pauvreté et la protection sociale. Les programmes doivent être mis en œuvre en 2012 et 2013 sous la supervision du MAHSAP. Le gouvernement évaluera le nombre de personnes déplacées et leurs besoins, identifiera de nouveaux couloirs d'aide humanitaire et élaborera un plan national d'action humanitaire ([Bureau du Premier ministre du Mali](#), juillet 2012). Depuis sa création en août, le nouveau gouvernement d'union nationale a repris la responsabilité de l'assistance humanitaire aux personnes touchées par le conflit ([Reuters](#), 20 Août 2012).

Le Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation et de l'aménagement du territoire (MATDAT) a donné la priorité au rétab-

Mali: Au moins 118,000 personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays après la prise du Nord

lissement des services administratifs dans le Nord ([Malijet](#), 27 juillet 2012; correspondance par courriel avec le MATDAT, septembre 2012). Compte tenu de la gravité de la crise humanitaire, il est urgent de rétablir les services d'électricité, d'eau, de santé et d'éducation. Les groupes islamistes ont admis lors de négociations avec des émissaires qu'ils avaient des difficultés à gérer le Nord et ils ont demandé le retour de certains fonctionnaires ([The New York Times](#), 1er septembre 2012).

Pour répondre aux besoins immédiats des personnes touchées par la crise alimentaire et le conflit, le Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA) a mis en place un plan d'action d'urgence et assuré la distribution de vivres en juillet dans les régions de Kayes, Ségou, Mopti et Tombouctou ([OCHA](#), 25 juillet 2012). Le gouvernement a alloué 807, 5 millions de francs CFA (environ 1,5 million de dollars) pour aider les PDI et les réfugiés. Quelques 2 500 tonnes de nourriture et de médicaments ont été distribués aux PDI dans le Sud et le Nord ([L'Indépendant](#), 27 juillet 2012).

En réponse aux graves dommages subis par les services de santé dans le Nord, le Ministère de la santé a approuvé la gratuité des soins et des médicaments dans le Nord du Mali et dans trois districts de Mopti ([Ministère de la santé](#), 21 mai 2012). Le Ministère de la santé a élaboré un plan d'action 2012-2013 contre le choléra dans les régions de Tombouctou, Gao, Mopti, Kayes, Koulikouro, Sikasso et Bamako ([OCHA](#), 14 août 2012). Le 5 septembre, le Ministère a demandé aux directeurs régionaux de la santé dans les régions de Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso, Mopti, Bamako, et aux représentants de la santé dans les trois régions du Nord, qu'ils présentent des informations hebdomadaires sur les cas de malnutrition et sur la situation épidémiologique ([Ministère de la santé](#), 21 mai 2012). Si quelques centres de santé dans la région de Kidal fonctionnent à nouveau, l'accès des PDI aux soins de santé, aux médicaments et au personnel qualifié reste catastrophique. Des contraintes logistiques pour accéder aux

personnes déplacées dans le Nord entravent l'acheminement de l'aide ([OCHA](#), 13 juin 2012).

Le gouvernement de transition a adopté une feuille de route sur l'éducation, donnant la priorité au retour à l'école des élèves et des enseignants déplacés ([Ministère de l'éducation](#), 9 août 2012). Le Ministère de l'éducation a commencé à diffuser des messages radio pour informer les familles déplacées de la possibilité de bénéficier d'une scolarité gratuite ([Ministère de l'éducation](#), 8 août 2012). Des sessions supplémentaires pour les examens finaux en octobre 2012 sont prévues et des cours de rattrapage pour les enfants déplacés ont commencé, mais tous ne sont pas en mesure d'y assister ([OCHA](#), 20 juin 2012).

Le Mali possède l'une des sociétés civiles les plus actives d'Afrique de l'Ouest. Les acteurs de la société civile ont fait don de vivres, de médicaments et de vêtements et envoyé des convois vers le Nord du Mali. Les ONG clés comprennent Cri du Coeur, le Collectif des Ressortissants du Nord (COREN), le Haut conseil islamique malien et les membres de la diaspora malienne à travers le MAHSAP. Par exemple, les membres du groupe représentant la diaspora malienne, le Haut conseil des Maliens de l'extérieur, a donné près de 12 millions de francs CFA (environ 24 000 dollars) de nourriture, de vêtements et d'espèces aux PDI dans le Nord du Mali ([Info-Matin](#), 10 juillet 2012). Le COREN et l'ONG Humanity First ont préparé le retour de certains déplacés dans leurs régions d'origine, principalement des femmes et des enfants. En août, un syndicat de la fonction publique a collecté des fonds pour soutenir les fonctionnaires restés dans le Nord. La Croix-Rouge du Mali a utilisé les fonds pour acheter du bétail pour les bénéficiaires ([Croix Rouge malienne](#), 16 août 2012) et a distribué de l'aide alimentaire dans plusieurs régions du pays.

#### *Réponse internationale*

L'accès humanitaire au Nord du Mali demeure extrêmement difficile en raison de l'insécurité

généralisée, du banditisme et d'infrastructures de transport insuffisantes. Cela a empêché des évaluations précises et le profilage des personnes déplacées pendant les cinq premiers mois du conflit. **La plupart des ONG et des agences des Nations Unies ont suspendu leurs programmes au début du mois d'avril après le pillage de leurs bureaux, véhicules, matériels et stocks alimentaires** (IRIN, 3 avril 2012). **L'aide occidentale est souvent refusée par les groupes islamistes qui contrôlent le Nord et l'insécurité prévaut.** Cependant, plusieurs organisations restent dans la région et, lorsque cela est possible, l'aide est acheminée via des partenaires issus de la société civile malienne.

À la mi-septembre, les organisations humanitaires étaient toujours confrontées à l'insécurité généralisée, à un financement insuffisant et à une capacité en personnel limitée. Peu d'organisations travaillent sur les questions de protection (OCHA, 11 septembre 2012). La surveillance de la protection des PDI est largement interrompue en raison des problèmes liés à la sécurité et au manque de ressources financières (correspondance par courriel avec le HCR, septembre 2012).

En réponse à la crise sécuritaire et nutritionnelle dans le Nord, OCHA a établi un bureau à Bamako en 2012. En avril 2012, le système de groupes sectoriels (clusters) a été activé. Les secteurs sont les télécommunications d'urgence, l'éducation, la sécurité alimentaire, la santé, la logistique, la nutrition, la protection, l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Des sous-groupes sur la protection des enfants et la violence sexuelle et fondée sur le genre ont également été mis en place.

L'UNICEF et le PAM travaillent à travers des partenaires, y compris le Haut conseil islamique malien et Handicap International, afin de garantir que l'aide parvienne aux personnes déplacées bénéficiaires à Tombouctou, Kidal et Gao. L'aide comprend la livraison de nourriture, des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) et des fournitures de première nécessité. Le Comité

de secours international (IRC) a distribué des biens de première nécessité et des fournitures sanitaires aux personnes déplacées à Tinabao et Anderamboukane (OCHA, 25 juillet 2012). Fin août, Médecins du Monde (MdM) a lancé une campagne de vaccination et de nutrition ciblant 12 000 enfants de moins de cinq ans à Kidal, l'une des régions les plus reculées et difficiles d'accès du Mali (Mdm, 30 août 2012).

L'aide est également distribuée dans certaines régions du Sud du Mali qui accueillent de nombreuses personnes déplacées. Le CCRS a distribué des articles alimentaires et non alimentaires à plus de 16 000 personnes déplacées et quelques familles d'accueil à Mopti (OCHA, 27 juin 2012). Au 11 juillet, 119 écoles du Sud avaient reçu du matériel pédagogique de l'UNICEF et Save the Children (OCHA, 11 juillet 2012).

L'appel d'urgence ([Processus d'appel consolidé](#), CAP) pour le Mali a été lancé le 15 juin 2012 et requiert 213,8 millions de dollars pour la période comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre 2012. Le 17 septembre, le Service de suivi financier (FTS) a indiqué que 102,8 millions de dollars avaient été financés, soit 48 pour cent de la somme. Les clusters de la sécurité alimentaire et de la nutrition ont été respectivement financés à hauteur de 62 et 58 pour cent. Malgré des inquiétudes sérieuses pour la protection des PDI, le cluster protection n'a reçu que 37 pour cent des 17,7 millions de dollars requis (FTS, 17 septembre 2012). La population déplacée et les familles d'accueil ont encore des besoins fondamentaux que les niveaux actuels de financement ne permettent pas de satisfaire. La plupart des donateurs ont suspendu le financement de projets de développement en attendant le retour de la stabilité politique, ce qui a eu pour effet d'amputer les revenus de l'État d'au moins 20 pour cent (IRIN, 8 août 2012).

En mars, le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) a alloué 1 million de dollars à la coordination et au soutien de l'aide humanitaire

et 6 millions de dollars en soutien au PAM, à l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et à l'UNICEF pour les actions liées à la sécheresse, à la sécurité alimentaire et la malnutrition ([OCHA](#), 14 mars 2012). Fin juillet, le CERF a également consacré près de 7 millions de dollars aux partenaires humanitaires pour l'assistance aux personnes touchées par le conflit ([OCHA](#), 24 juillet 2012). La Fédération internationale de la Croix-Rouge (FICR) a lancé un appel de 2,6 millions de dollars pour des interventions liées à la sécurité alimentaire et la nutrition ([FICR](#), 8 juin 2012).

#### *Réponse politique et militaire*

Le 7 juin, la CEDEAO a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU d'autoriser le déploiement d'une force de stabilisation de 3 300 soldats pour reconquérir le Nord du Mali dans le cas où les négociations avec les groupes armés échoueraient ([Al Jazeera](#), 8 juin 2012). Le Conseil de sécurité a reporté sa prise de décision en juillet et demandé des précisions sur les objectifs, les moyens et les modalités du déploiement proposé, tout en soulignant l'importance d'une coopération étroite avec les autorités maliennes de transition ([Conseil de sécurité](#), 5 juillet 2012). Une conférence de la CEDEAO, en présence de représentants de l'ONU, de l'UA et de l'UE a eu lieu à Bamako du 9 au 13 août pour finaliser la stratégie de la mission ([AFP](#), 8 août 2012).

Mi-septembre, le déploiement d'une mission de la CEDEAO pour la reconquête du Nord semblait peu probable après les déclarations de militaires ne souhaitant la présence que d'une petite force régionale (de 600 à 800 soldats) pour soutenir une intervention exclusivement dirigée par les forces maliennes ([Daily Maverick](#), 17 août 2012). Le gouvernement malien a envoyé une demande formelle d'aide à la CEDEAO ainsi qu'au Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, tout en excluant le déploiement de troupes militaires étrangères pour récupérer le Nord ([AFP](#), 9 septembre 2012). Plusieurs jours auparavant, certains pays de la CEDEAO avaient bloqué les livraisons d'armes à

destination du Mali, de peur qu'elles ne tombent entre de mauvaises mains, alimentant les tensions croissantes entre le Mali et les autres pays d'Afrique de l'Ouest et soulignant la non-convergence de leurs objectifs ([Magharebia](#), 20 août 2012).

Malgré ces difficultés, le 23 septembre, le gouvernement malien et la CEDEAO ont conclu un accord sur les détails de la mission après l'échec des négociations avec les groupes islamistes. L'accord prévoit le déploiement de troupes de la CEDEAO aux côtés de l'armée malienne ainsi que l'installation du quartier général de la mission à Bamako ([RFI](#), 23 septembre 2012). La situation au Mali a été examinée lors de conférence de l'ONU du 26 septembre sur le Sahel. Les participants ont appelé le Conseil de Sécurité de l'ONU à adopter une résolution afin de soutenir le Mali dans la restauration de son intégrité territoriale ([UN News Centre](#), 26 septembre 2012). L'incertitude demeure quant à savoir si le Conseil de Sécurité donnera son aval au déploiement de la mission de la CEDEAO dans les semaines à venir ([Reuters](#), 27 septembre 2012).

D'après certaines sources, les États-Unis envisageraient plusieurs options d'intervention pour contrer AQMI ([WSJ](#), 26 juillet 2012) tandis que la France a indiqué qu'elle était prête à soutenir une intervention militaire dirigée par la CEDEAO ([AFP](#), 4 août 2012).

International Crisis Group a fortement questionné l'opportunité d'une intervention militaire étrangère, mettant en garde contre le risque d'une escalade du conflit et sa dégénération en un conflit qui pourrait entraîner toute l'Afrique de l'Ouest dans la crise ([International Crisis Group](#), 18 juillet 2012).

En juillet, le gouvernement a soumis la situation du Mali à la Cour Pénale Internationale, qui a entamé une enquête préliminaire sur les événements qui se sont produits depuis le début de la crise en janvier 2012. Les groupes armés pourraient être poursuivis pour crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Dans le même temps, six groupes armés de résistance se sont rassemblés en juillet pour libérer le Nord du Mali au sein des Forces de Résistance Patriotique, groupe qui prétend compter dans ses rangs plusieurs milliers d'hommes, une information non vérifiée par des sources indépendantes ([RFI](#), 21 juillet 2012). Plusieurs groupes de jeunes Maliens se sont également regroupés en milices comme à Mopti, où 285 bénévoles, dont des adolescents, s'entraînent avec peu d'équipements en vue de la reconquête du Nord ([AFP](#), 30 août 2012).

## L'Observatoire des situations de déplacement interne

L'observatoire des situations de déplacement interne (Internal Displacement Monitoring Centre ou IDMC) a été créé en 1998 par le Conseil norvégien pour les réfugiés à la demande des Nations Unies et afin d'élaborer une base de données mondiale sur le déplacement interne. Plus de dix ans après, il demeure la principale source d'information et d'analyses sur les déplacements internes provoqués par les conflits et la violence dans le monde.

L'objectif de l'IDMC est de soutenir une meilleure réponse nationale et internationale aux situations de déplacement interne et le respect des droits des personnes déplacées internes (PDI) qui sont souvent parmi les personnes les plus vulnérables. Il vise également à promouvoir des solutions durables pour les personnes déplacées à travers le retour, l'intégration locale ou la réinstallation ailleurs dans le pays.

L'IDMC concentre son action sur les activités suivantes:

- Suivi et élaboration de rapports sur les déplacements internes provoqués par les conflits, la violence généralisée et les violations des droits de l'homme;
- Recherche, analyse et plaidoyer pour les droits des personnes déplacées;
- Formation et renforcement des capacités sur la protection des personnes déplacées;
- Contribution au développement de standards et directives sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées.

Pour plus d'informations, consultez le site Internet de l'Observatoire des situations de déplacement interne et la base de données: [www.internal-displacement.org](http://www.internal-displacement.org)

### Contact:

#### Sebastián Albuja

Chef du département Afrique et Amériques

Tel: +41 22 799 07 08

Mobile: +41 79 904 90 99

Email: [sebastian.albuja@nrc.ch](mailto:sebastian.albuja@nrc.ch)

#### Elizabeth J. Rushing

Analyste Pays

Tel: +41 22 795 07 43

Email: [elizabeth.rushing@nrc.ch](mailto:elizabeth.rushing@nrc.ch)

#### Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC)

Conseil norvégien pour les réfugiés

Chemin de Balxert 7-9

1219 Genève, Suisse

Tél: +41 (0)22 799 0700

Fax: +41 (0)22 799 0701

[www.internal-displacement.org](http://www.internal-displacement.org)